

Suisse romande : les 10 ans du groupe Femmes, dépendances.

C'était il y a 10 ans, à l'ISPA, que j'ai annoncé à mon directeur mon souhait de créer un groupe de travail consacré aux modes de consommation et aux toxico-dépendances des femmes. Bien qu'à cette époque de tels groupes aient déjà été créés en Suisse alémanique et en Allemagne, l'idée paraissait plutôt saugrenue. Les femmes, on s'en préoccupait au titre de future mère (alcool et grossesse = danger !) et bien sûr en tant qu'épouses (si un homme boit des verres au bistrot, c'est qu'il a à la maison une femme qui ne fait pas son métier de "vraie femme", dit Louise Nadeau !). Oserais-je suggérer que c'est bien ce que pensait mon directeur ? En tout cas, c'est en référence à ces éléments qu'il a estimé mon idée acceptable.

J'aime à dire et redire ici que ce projet procédait d'une des intuitions les plus fécondes que j'ai pu avoir dans ma carrière ! Une intuition qui a changé mes perceptions, mes attitudes, peut-être même certains de mes choix, et qui n'est pas étrangère à mes nouvelles fonctions politiques. Il faut dire que ce groupe s'est d'abord (et longtemps) construit sur un paradoxe : celui de rassembler des femmes qui se méfiaient des femmes, des groupes de femmes et des féministes, qui ne trouvaient rien de mieux que la mixité dans leur vie professionnelle et personnelle, mais qui voulaient réfléchir à la nécessité de structures d'aide non mixtes pour les femmes toxico-dépendantes, des structures auxquelles, pour rien au monde, elles n'auraient eu recours elles-mêmes si elles s'étaient trouvées dans cette situation...

Quelle était cette intuition ? Tout d'abord c'était le sentiment qu'il existait une immense conspiration du silence autour des problèmes de consommation des femmes. On parle souvent de clandestinité. En fait, tout le monde cultive l'illusion que l'alcoolisme des femmes (plus que la toxicomanie) est caché et que personne ne veut le voir, ou simplement parce que personne n'en parle, alors que tout le monde sait... Le deuxième aspect de cette intuition, qui explique peut-être le premier, concernait l'indéniable malaise ressenti en présence de femmes toxico-dépendantes. J'avais le sentiment d'être incapable de me démarquer vraiment (pas seulement intellectuellement) de cette sorte de dégoût qu'elles inspirent (le mot est fort, mais c'est aussi celui qu'elles emploient elles-mêmes pour parler de la haine de soi qui les habite souvent).

A partir de là, le groupe s'est livré à une sorte de long travail de gestation de la différence, si j'ose m'exprimer ainsi. Nous partions d'une situation où les alcooliques et les toxicomanes (hommes et femmes confondus) figuraient comme des entités indifférenciées. On en parlait souvent comme d'un groupe homogène et non comme d'individualités particulières. Eux-mêmes, dans les groupes d'entraide, se disent anonymes. Les toxicomanes n'étant pas des personnes, comment auraient-ils/elles pu être des femmes ? La dépendance ressemblerait à une contrée inondée, disait-on dans les années 80 : il faut attendre que le niveau baisse pour voir réapparaître des reliefs, des vallons, des particularités du paysage. Cette querelle a longtemps occupé notre groupe, car plusieurs de celles qui y participaient au début n'avaient toute différence entre hommes et femmes dans la toxico-dépendance, celle-ci étant une maladie aux caractéristiques constantes et indépendantes du sexe.

Nous étions là au cœur de la problématique des femmes, particulièrement des alcooliques, toxicomanes ou pharmacodépendantes. Souvent elles ne se reconnaissent ni dans l'identité de femmes parce qu'elles ont conscience de transgresser l'image sociale et les rôles traditionnels, ni dans l'identité de toxicomane, parce que leur consommation s'inscrit généralement dans une relation, même si elle est (momentanément) solitaire. Pour une femme, semble-t-il, il y a toujours, derrière sa relation au produit, quelqu'un (un homme, un compagnon, un enfant) qui compte plus que la consommation et qui l'explique ou lui donne son sens. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les femmes ont tant de difficultés à demander de l'aide. Ou alors une aide indifférenciée, informelle, ambulatoire, "privée", pour ainsi dire.

Cette difficulté de s'identifier est peut-être responsable du fait que longtemps les femmes (consommatrices ou intervenantes) ont eu tendance à récuser le féminin, parce que trop limitatif, piégeant, ou menaçant. Durant ses 10 ans de travail, le groupe a rencontré, au propre ou au figuré, 3 images de femmes consommatrices. Il y a celles qu'on pourrait appeler les "mères-courage". Surchargées par de multiples tâches, précarisées, parfois victimes de violence, mais s'acharnant à aller de l'avant jusqu'à la limite de leurs forces, avec l'aide de l'alcool et des médicaments. Ces femmes se comportent comme si elles avaient choisi ce qui leur a été imposé. Elles accomplissent des exploits au quotidien, mais elles passent pour des victimes. Nous avons rencontré aussi "les rebelles", celles qui vivent des conflits de rôles, visant l'égalité dans la convivialité de la consommation, mais finalement abandonnées de tous. Parfois, elles se "guérissent", mais leur situation devient encore pire, du point de vue de la solitude et de l'absence de perspectives d'avenir. Pour elles, la notion d'émancipation prend un sens ambigu, car elle pose une exigence qui ne les aide pas à trouver leur voie. Et puis il y a les "femmes à risque", celles qui s'aventurent dans la consommation, mais sans lâcher le fil de leur histoire, ce qui leur permet, à un moment donné, de prendre le risque de se différencier et de se découvrir. On pourrait dire que prendre des risques, pour les hommes, c'est tenter d'acquérir du pouvoir sur les choses et sur les gens, alors que pour ces femmes-là, c'est prendre du pouvoir sur elles-mêmes et sur leurs conditions de vie.

Au fond, après 10 ans, on s'aperçoit que se différencier, c'est se confronter à soi-même, c'est-à-dire à l'autre, celle que je ne voulais pas être. C'est en ceci qu'on pourrait dire que ce travail nous a changées, parce que la peur des femmes et le rejet du féminisme, (compris aujourd'hui comme un droit de se construire une identité à soi et d'aménager la réalité pour qu'il puisse se réaliser), nous ont quittées.

Il ne faudrait pas croire pourtant que ce groupe de travail avait une vocation psychologique. Bien au contraire. Nous avons, surtout au départ, des options socio-politiques. Nous voulions situer les problèmes de consommation dans le contexte des conditions de vie et de travail des femmes (discriminations, sexisme, précarité, stress des doubles journées, etc.), et l'élargir aux questions de santé, en mettant de plus en évidence le fait que celle-ci est une construction sociale. C'est pourquoi nous nous sommes efforcées de rassembler dans ce groupe des politiciennes, des syndicalistes, des représentantes des associations féminines, des responsables des bureaux de l'égalité, des professionnelles de la santé, du travail social et de l'aide psychosociale. Sur ce point la réussite n'est que très partielle. On aurait pu voulu des actions concertées dans les entreprises, en matière de santé et de consommation de toxiques, comparables à celles qui sont menées contre le harcèlement sexuel ou le mobbing, mais rien de tel ne s'est passé.

Ce qui s'est passé, en revanche, ce que ce groupe a réalisé, c'est une série de rencontres et d'échanges, des cours et des interventions dans la formation d'intervenants en toxicomanies ou d'autres professionnels (souvenir douloureux d'une journée où l'agressivité des hommes étaient particulièrement sensible, mais ensuite d'autres hommes ont souhaité partir eux-aussi à la découverte de leur spécificité) ; beaucoup de travail de sensibilisation dans divers groupes, notamment des groupes de femmes ; une exposition, deux colloques, un agenda des femmes, un calendrier pédagogique, et finalement un travail de recherche subventionné par l'OFSP. " Finalement ", c'est pour moi que je le dis, parce que je me suis arrêtée là, après 9 ans d'animation de ce groupe. Mais d'autres continuent. La recherche sur les besoins d'aide, ses résultats et leur mise en œuvre, le réseau romand, tout cela est dans les mains d'une nouvelle équipe dont Anne Dentan est la représentante. C'est elle qui va vous raconter la suite.

10 septembre 2000

Anne-Catherine Menétrey-Savary